

De l'« ombre » au premier plan : comment les super-riches sont passés d'influencer l'État à y être intégrés

Note de l'auteur : La question centrale de cet article naît d'une intuition : nous assistons à un changement de la forme du pouvoir qui est peut-être plus profond que le néolibéralisme des années 1980. Dans l'ancien modèle, les riches influençaient les politiques par le lobbying et les dons ; aujourd'hui, les magnats de la tech les plus riches ne se contentent plus d'« influencer » : ils deviennent partie de l'appareil d'État, ou ils forcent l'État à fonctionner selon leur logique. L'analyse qui suit tente de mettre cette intuition à l'épreuve et d'en offrir un tableau plus précis.

SE/Sergio Rivera

I. Une ancienne hypothèse qui ne tient plus

Pendant quatre décennies, le récit dominant sur la relation entre les riches et la politique était à peu près celui-ci : les riches exerçaient une influence par les dons politiques, le financement de think tanks et la propriété de médias, mais l'État, en tant qu'acteur indépendant, conservait au moins formellement sa capacité à réguler le capital. Le « néolibéralisme » de l'ère Reagan-Thatcher était un choix politique : des gouvernements élus qui décidaient la déréglementation, les coupes dans les aides sociales et la privatisation des actifs publics. Les riches en étaient les bénéficiaires, non les décideurs.

Cette hypothèse est difficile à soutenir en 2026.

En 2025, la richesse des 500 personnes les plus riches du monde a augmenté d'un montant record de 2 200 milliards de dollars, huit personnes seulement contribuant à environ un quart de cette augmentation totale. Elon Musk, à lui seul, a accru sa fortune de 190,3 milliards de dollars, atteignant une valeur nette de 622,7 milliards. Dans le même temps, les données d'Oxfam montrent que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 8,3 dollars par jour, tandis que le 1 % le plus riche concentre 43,8 % de la richesse mondiale. Ce niveau de concentration n'est pas nouveau en soi ; ce qui est nouveau, c'est **la manière dont la richesse se convertit en pouvoir politique**.

II. États-Unis : les riches entrent dans l'État, ils ne l'encerclent pas

Les élections américaines de 2024 offrent un cas limpide. Musk a investi plus de 250 millions de dollars dans la campagne de Trump, dont 239 millions rien que dans l'« America PAC ». Il a ensuite été nommé à la tête du « Department of Government Efficiency », participant directement aux décisions de coupes dans les dépenses fédérales. Ce n'est plus la relation traditionnelle « donateur-

homme politique », mais une **fusion au niveau du personnel** : ceux qui contrôlent la technologie et le capital clés contrôlent simultanément le pouvoir administratif.

Cette fusion a une logique interne. L'administration Trump doit rivaliser avec la Chine dans l'intelligence artificielle et les puces haut de gamme, et le contrôle de la capacité de calcul, des centres de données et des modèles d'IA est précisément concentré entre quelques mains privées. Lors du dîner offert par la Maison-Blanche au prince héritier saoudien en novembre 2025, Musk, Huang, Cook et Bezos étaient assis simultanément à la table, et les sujets abordés incluaient le plan saoudien d'investissement dans 500 mégawatts de capacité de calcul, xAI et Nvidia étant cités comme participants. Musk avait auparavant critiqué publiquement le plan fiscal de Trump et menacé même de former un nouveau parti, mais cela ne l'a pas empêché de revenir à la Maison-Blanche lorsque les intérêts centraux de son empire de l'IA étaient en jeu. **Les divergences sont réelles, mais l'interdépendance est plus fondamentale.** Trump a besoin des investissements et des chiffres de l'emploi des géants de la tech pour démontrer l'hégémonie technologique des États-Unis ; Musk a besoin de la coopération du gouvernement fédéral sur la régulation de Tesla, les contrats de SpaceX et les restrictions à l'exportation de puces pour xAI.

Ce n'est pas un « gouvernement de l'ombre » tirant les ficelles en coulisses. C'est **la fusion directe du pouvoir des entreprises et du pouvoir de l'État**, du moins dans certains domaines clés de la politique.



III. La variante européenne : pas de Musk, mais une logique similaire

L'Europe n'a pas produit de figure comme Musk contrôlant simultanément une entreprise et un poste gouvernemental, mais la même logique existe sous des formes plus discrètes et institutionnalisées. L'eurodéputé Brando Benifei a averti dans un entretien de 2026 qu'entre l'extrême droite et les « techno-oligarques » se forme « une alliance d'intérêts et de soutien mutuel », qu'il a qualifiée de « menace pour nos démocraties ». La manifestation de cette alliance n'est pas

la nomination publique de personnes, mais **la contestation réglementaire** : lorsque l'UE tente d'imposer des restrictions aux géants de la tech par le biais de l'AI Act, la pression du capital technologique américain et national s'exerce simultanément sur le processus de décision politique européen.

La formulation de Benifei mérite attention : l'Europe « ne peut pas être seulement une puissance régulatrice sans développer la force technologique nécessaire aujourd'hui ». Ce que cette phrase révèle, c'est un dilemme : l'Europe veut réguler les géants de la tech mais constate qu'elle manque d'une base industrielle pour leur faire contrepoids. Lorsque le pouvoir de fixer les règles est séparé du contrôle technologique, les règles cèdent souvent devant la réalité. Cela résonne avec la situation argentine, même si le mécanisme est différent.

IV. Argentine : une autre dépendance, la même vulnérabilité structurelle

La situation argentine diffère essentiellement de celle des États-Unis et de l'Europe, mais elle n'y est pas étrangère. En avril 2025, le FMI a approuvé une Facilité élargie de crédit de 48 mois d'environ 20 milliards de dollars, et à la deuxième revue en mai 2026, environ 15,8 milliards avaient été décaissés. La déclaration du FMI exige explicitement que l'Argentine « continue de viser un équilibre budgétaire global en termes de trésorerie », par « de nouvelles coupes dans les subventions énergétiques, une meilleure focalisation des transferts sociaux et la maîtrise des dépenses discrétionnaires ».

L'agenda de réformes du gouvernement Milei — déréglementation, privatisation, flexibilisation du marché du travail — recoupe à un haut degré les conditionnalités du FMI. Cela ne signifie pas que le FMI « ordonne » la politique argentine, mais plutôt que **la fragilité budgétaire crée une dépendance structurelle** : lorsqu'un pays a besoin de financements extérieurs pour maintenir son fonctionnement de base, son espace politique se comprime. Dans cette compression, les bénéficiaires sont le capital capable de se déplacer rapidement et ceux qui détiennent des actifs ; les perdants sont ceux qui dépendent des dépenses publiques et des transferts. Le FMI lui-même reconnaît qu'« un soutien social bien conçu pour atténuer les coûts d'ajustement à court terme » est essentiel pour maintenir le soutien social aux réformes — le sous-texte étant que, sans soutien social suffisant, l'ajustement sera insoutenable. Mais d'où viendront les ressources pour ce soutien social, sous la contrainte de l'équilibre budgétaire, la question reste sans réponse.



V. La calibration de l'intuition : non pas un « gouvernement de l'ombre », mais une « mutation de la forme de l'État »

Revenons à la question initiale : les super-riches « gouvernent-ils depuis l'ombre » ? La réponse la plus précise est : **une partie des super-riches est déjà sortie de l'ombre et est entrée dans l'appareil d'État ; une autre partie force l'État à se réorganiser selon sa logique.** Aucun des deux cas n'est la « manipulation en coulisses » au sens traditionnel.

L'apparition de Musk à la Maison-Blanche, l'enchevêtrement des géants de la tech et de la géopolitique sur l'échiquier saoudien du calcul, et le cadrage de l'espace politique argentin par les conditionnalités du FMI pointent dans la même direction : **la frontière entre l'État et le capital devient perméable, et à certains nœuds elle a déjà disparu.** Il ne s'agit pas d'une « conspiration unifiée des super-riches » ; il existe aussi concurrence et conflit entre les riches. Mais c'est un changement systémique : lorsque la concentration de la richesse atteint un certain seuil, et lorsque l'infrastructure technologique que cette richesse contrôle devient le fondement du fonctionnement économique et de la sécurité nationale, l'État cesse d'être cette force externe capable de « réguler » le capital.

Le néolibéralisme des années 1980 était un **projet politique** : des gouvernements élus qui choisissaient de réduire les contraintes pesant sur le capital. Ce qui se passe aujourd'hui s'approche davantage d'une **transformation structurelle** : le capital — en particulier le capital technologique — a acquis la capacité de faire en sorte que, quel que soit le gouvernement élu, certaines options politiques ne soient plus sur la table. La discipline budgétaire, les coupes dans les subventions et la « flexibilisation » du marché du travail apparaissent simultanément dans des pays aux systèmes politiques différents non pas parce qu'un magnat donne des ordres en coulisses, mais parce que **l'espace même des politiques disponibles a été remodelé**.

Que ce remodelage soit réversible est une autre question. Mais au moins l'identifier est-il le premier pas pour penser des alternatives.

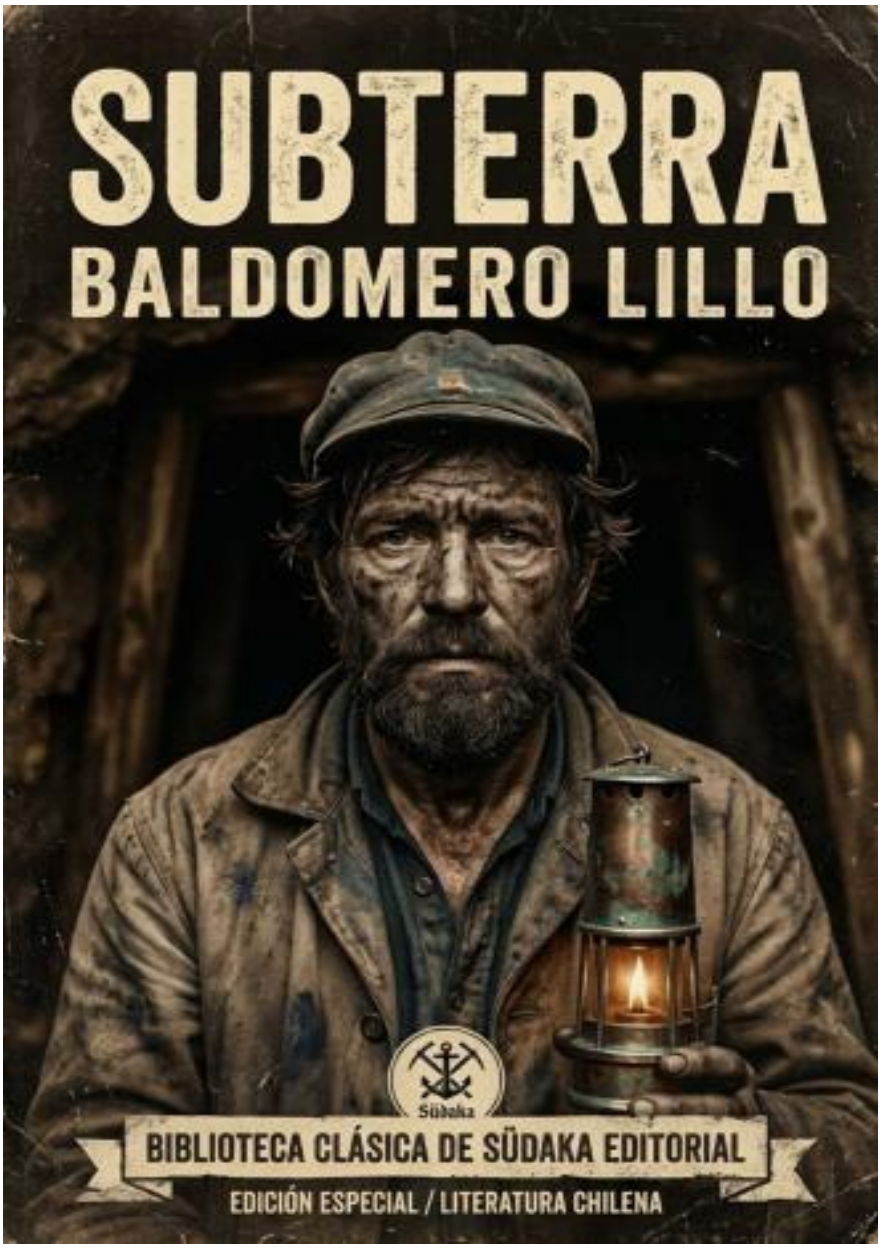
HINWEIS: 1. Die Erstellung und Überprüfung dieses Artikels wurde durch KI unterstützt, ebenso die Überprüfung der Informationsquellen und der Datengenauigkeit. 2. Die Bilder wurden durch KI generiert.

Web: www.sudaka-editorial.com
Email: info@sudaka-editorial.com

Südaka Editorial

SubTerra

Bajo la tierra de Chile, donde la luz no llega, hombres, mujeres y niños arrancan carbón a la roca y dignidad a la desgracia. Baldomero Lillo baja con ellos y vuelve con estas historias.



Esta edición ofrece dos lecturas en un mismo volumen: **el texto original de 1917**, con su ortografía de época, **y una versión modernizada que actualiza la lengua** sin renunciar al vocabulario técnico de la mina. Un clásico del realismo social latinoamericano para quienes quieran escuchar las voces que vienen de abajo.

Un libro más de Biblioteca Clásica
Südaka Editorial